

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 126 | 14-20 novembre 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 47 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

17 novembre : La police de Diyarbakır a fait une descente dans une maison pour arrêter un mineur de 17 ans pour peinture au pistolet sur un mur.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

Les gouverneurs provinciaux et autres autorités locales ont imposé les interdictions générales suivantes sur les rassemblements en plein air.

| Date | Bureau du gouverneur | Durée |
|-------------|----------------------|----------|
| 14 novembre | MARDIN | 15 jours |
| 15 novembre | HAKKARI | 15 jours |
| 17 novembre | TUNCELI | 5 jours |
| 20 novembre | ELAZIG | 15 jours |
| 20 novembre | BINGOL | 15 jours |
| 20 novembre | VAN | 9 jours |
| 20 novembre | SANLIURFA | 15 jours |
| 20 novembre | BITLIS | 15 jours |

Les interdictions générales ont été principalement émises dans les provinces à prédominance kurde, en prévision apparente de manifestations potentielles qui pourraient éclater à la suite des frappes aériennes de la Turquie dans les zones à majorité kurde en Syrie et en Irak.

16 novembre : Le bureau du gouverneur du district de Kadıköy à Istanbul a interdit un événement cinématographique organisé par un club d'étudiants universitaires.

17 novembre : La police d'Istanbul a fait une descente dans une association de femmes lors d'un événement commémoratif, détenant brièvement 11 personnes qui se trouvaient à l'intérieur.

17 novembre : Les procureurs d'Istanbul ont inculpé 104 personnes arrêtées lors de leur participation à des manifestations.

20 novembre : La police de Tunceli est intervenue dans une manifestation contre les frappes aériennes turques en Irak et en Syrie, arrêtant une personne.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

15 novembre : Un tribunal de Diyarbakır a condamné la députée HDP Çağlar Demirel à cinq mois de prison pour

avoir dénigré l'État, en raison de ses déclarations et de sa participation à des manifestations.

15 novembre : La police d'Osmaniye a arrêté le journaliste Ahmet Erkan Yiğitsözlü pour des accusations liées au terrorisme. Yiğitsözlü a été libéré deux jours plus tard.

15 novembre : La police d'Eskişehir a arrêté une personne en raison d'une publication sur les réseaux sociaux.

15 novembre : Les procureurs d'Istanbul lancent une enquête sur les journalistes Ferhat Çelik et Osman Akın en raison de leur couverture d'allégations de collusion entre la mafia et l'État.

15 novembre : Un tribunal d'Izmir a décidé d'acquitter la défenseuse des droits humains Günseli Kaya, qui était jugée pour des accusations liées au terrorisme en raison de ses critiques des couvre-feux imposés aux provinces à majorité kurde en 2016.

15 novembre : Les procureurs d'Istanbul ont inculpé l'ancien député de l'opposition Eren Erdem pour avoir insulté le président dans une publication sur les réseaux sociaux.

15 novembre : Une interdiction d'accès imposée par un tribunal la semaine dernière sur la plateforme de médias sociaux Tumblr a été levée suite à la suppression de certains contenus.

16 novembre : Les procureurs d'Ankara lancent une enquête sur les journalistes Fatih Gökhan Diler et Altan Sancar en raison de leur couverture d'une information, à la suite d'une plainte déposée par un député du parti au pouvoir.

17 novembre : Un tribunal de Diyarbakır a condamné le journaliste kurde Beritan Canözer à trois ans, un mois et 15 jours de prison pour diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

17 novembre : La Cour constitutionnelle a jugé qu'une prison d'Edirne avait violé la liberté d'expression du détenu Ümit Çobanoğlu en l'empêchant d'envoyer par la poste ses dessins représentant le président, le ministre de l'Intérieur et le président du parlement.

18 novembre : La station d'information publique turque TRT Haber a pris pour cible le journaliste en exil Bülent Keneş en diffusant des images de son domicile à

Stockholm. Keneş est l'un des dissidents dont le gouvernement turc demande l'extradition en échange de l'adhésion de la Suède à l'OTAN.

18 novembre : Les procureurs ont requis une peine de prison de plus de sept ans pour Mika Can Raun, une femme qui a été brièvement détenue pour avoir publié une vidéo sur Instagram dans laquelle elle a jeté un billet de banque dans les toilettes. Raun est accusée d'avoir dénigré les symboles de la souveraineté de l'État ainsi que d'avoir insulté le fondateur de la république.

19 novembre : Les procureurs d'Istanbul ont ouvert une enquête sur le journaliste Mehmet Selçuk Ada, accusé d'avoir provoqué la haine et l'inimitié parmi le public, en raison d'une publication sur les réseaux sociaux au sujet de l'attentat à la bombe à Istanbul.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

15 novembre : Un tribunal d'Izmir a décidé d'acquitter la défenseuse des droits humains Günseli Kaya, qui était jugée pour des accusations liées au terrorisme en raison de ses critiques des couvre-feux imposés aux provinces à majorité kurde en 2016.

MINORITÉ KURDE

15 novembre : Un tribunal de Diyarbakır a condamné la députée HDP Çağlar Demirel à cinq mois de prison pour avoir dénigré l'État, en raison de ses déclarations et de sa participation à des manifestations.

15 novembre : Les procureurs de Diyarbakır rédigent un nouvel acte d'accusation contre la politicienne kurde Aysel Tuğluk, exigeant jusqu'à 15 ans de prison pour des accusations liées au terrorisme. Atteinte de démence, Tuğluk a récemment été libérée de prison en raison de l'aggravation de son état de santé.

17 novembre : Un tribunal de Diyarbakır a condamné le journaliste kurde Beritan Canözer à trois ans, un mois et 15 jours de prison pour diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

CONDITIONS CARCÉRALES

14 novembre : Une prison d'Istanbul a refusé des soins de santé au détenue Tenzile Acar pour avoir refusé de se faire soigner avec des menottes.

14 novembre : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont confisqué les lettres et les projets de texte des détenus.

14 novembre : Des rapports ont indiqué que les salles des détenus d'une prison d'Uşak n'étaient pas suffisamment chauffées.

16 novembre : Une prison d'Adana a refusé l'hospitalisation d'un détenu qui refusait de se soumettre à une fouille buccale.

17 novembre : La Cour constitutionnelle a jugé qu'une prison d'Edirne avait violé la liberté d'expression du détenu Ümit Çobanoğlu en l'empêchant d'envoyer par la poste ses dessins représentant le président, le ministre de l'Intérieur et le président du parlement.

19 novembre : Des rapports ont révélé qu'une prison d'Ankara détenait le détenu Bager Sayak dans une cellule pour une personne depuis octobre 2021 et ne livrait pas de livres et de magazines en langue kurde envoyés aux détenus de l'extérieur.

20 novembre : Une prison d'Erzurum a retardé le traitement du détenu atteint d'un cancer, Burhanettin Şahin.

20 novembre : Des rapports ont révélé qu'une prison de Konya détenait Mehmet Ümit, détenu amputé, dans une cellule individuelle.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

16 novembre : Le meurtre de cinq migrants afghans à Ankara la semaine dernière aurait été perpétré par un autre ressortissant afghan soupçonné d'avoir fui vers l'Afghanistan. L'incident a été initialement signalé comme un crime de haine présumé.

18 novembre : Human Rights Watch publie un rapport indiquant que la Turquie expulse des dizaines de milliers d'Afghans directement vers l'Afghanistan ou les repousse à sa frontière terrestre avec l'Iran sans vérifier s'ils sont éligibles à la protection internationale.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

15 novembre : Des soldats de Şırnak ont physiquement maltraité trois bergers en les interrogeant.

15 novembre : Les gardiens d'une prison de Kayseri ont agressé physiquement le détenu Haşim Erkol.

17 novembre : Les gardiens d'une prison de Trabzon ont maltraité le détenu Yunus Çınar.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

16 novembre : Uğur Demirok, un homme d'affaires qui a été enlevé en Azerbaïdjan et rendu extrajudiciairement à la Turquie dans le cadre d'une opération de renseignement, a été arrêté pour terrorisme en raison de son utilisation de l'application pour téléphone intelligent ByLock.